



## Accord-cadre relatif aux prestations de traiteur

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Pouvoir adjudicateur :**  
**Caisse d'Allocations Familiales du Nord**  
82 rue Brûle Maison 59000 Lille

Accord-cadre à bons de commande

Marché public passé selon une **procédure adaptée** en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à 5, R 2131-12 et 13, R 2131-18, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à 14 du code de la commande publique

**Marché n° : 2025-04**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2 : L'OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT.....	3
3.1. L'allotissement .....	3
3.2. La forme de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 4 : LES GENERALITES .....	4
4.1. Les pièces contractuelles.....	4
4.2. Le cadre juridique de l'accord-cadre .....	4
4.4. Les assurances .....	5
4.5. Les autres obligations.....	5
4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance .....	5
4.5.2. La confidentialité et sécurité .....	6
ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
6.1 Emission des bons de commande .....	7
6.2 Lieux de livraison/d'exécution .....	7
6.3 Délai d'exécution.....	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PRIX.....	8
7.1 Forme des prix.....	8
7.2 Contenu des prix .....	9
7.3 Variation des prix : .....	9
7.4 Modalités de règlement .....	9
7.4.1. TVA.....	9
7.4.2. Présentation des demandes de paiement .....	9
7.4.3. Délais de paiement .....	10
7.4.4 Intérêts moratoires .....	10
7.4.5. Périodicité des paiements.....	11
7.5. Avance .....	11
ARTICLE 8 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION .....	11
ARTICLE 9 : LES PENALITES.....	11
ARTICLE 10 – LES PIECES A FOURNIR .....	12
ARTICLE 11 : LA RESILIATION .....	13
ARTICLE 12 : Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen.....	13

## ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la caisse d'Allocations familiales du Nord dénommée ci-après "le pouvoir adjudicateur" ou l'acheteur" et représentée par Mme Audrey MATHON-DEBETENCOURT, Directrice de la Caisse d'Allocations familiales du Nord.
- D'autre part, l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent document par l'expression "le titulaire".

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caf du Nord.

La personne habilitée à donner des renseignements aux articles R2191-60 à R2191-62 du code de la commande publique est la Directrice Générale de la Caf du Nord.

## ARTICLE 2 : L'OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

### **Accord-cadre relatif aux prestations de traiteur**

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT

### **3.1. L'allotissement**

Il s'agit d'un accord-cadre alloti en 5 lots

Lot	Intitulé du lot	Code CPV	Montant maximum sur toute la durée du marché
1	Café d'accueil– cocktail déjeunatoire- plateau repas SECTEUR MEL	55520000-1	40 000€HT
2	Café d'accueil– cocktail déjeunatoire- plateau repas SECTEUR DUNKERQUE	55520000-1	10 000€HT
3	Café d'accueil– cocktail déjeunatoire- - plateau repas SECTEUR VALENCIENNES- MAUBEUGE	55520000-1	15 000€HT
4	Café d'accueil– cocktail déjeunatoire- - plateau repas SECTEUR DOUAI-CAMBRAI	55520000-1	15 000€HT
5	Repas assis SECTEUR MEL	55520000-1	30 000€HT

### 3.2. La forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est qualifié d'accord-cadre de services.

Il s'agit d'un **accord-cadre à bons de commande mono attributaire** conformément aux articles L 2125-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre sans montant minimum et avec un **maximum fixé à 110 000€HT** tous lots confondus, sur toute la durée du marché.

Il est lancé sous la forme d'une **procédure adaptée** conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1 1°), R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 : LES GENERALITES

### 4.1. Les pièces contractuelles

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS en ce que les dérogations au CCAG FCS ne seront pas listées au dernier article du CCAP. Elles figureront tout au long du CCAP suivant les articles concernés.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, celles-ci sont classées par ordre de priorité décroissant et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires -BPU),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et services issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- L'offre technique du titulaire.

### 4.2. Le cadre juridique de l'accord-cadre

L'accord-cadre est établi en application du code de la commande publique en vigueur au 1er avril 2019 par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du CCAG-FCS, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, ainsi qu'aux différents textes réglementaires en vigueur applicables à cet accord-cadre.

### **4.3. La réparation des dommages**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- À son personnel, aux agents de la Caf du Nord ou à des tiers,
- À ses biens, aux biens appartenant à la Caf du Nord ou à des tiers.

Il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instruction données directement à son personnel par la Caf du Nord.

### **4.4. Les assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG.FCS.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **4.5. Les autres obligations**

#### **4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance**

**Pour les prestations de fournitures :**

La sous-traitance en fourniture est interdite.

**Pour les prestations de services :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre :

- Un acte spécial de sous-traitance (DC4),
- Les preuves apportées par tous moyens de ses capacités professionnelles, techniques et économiques,

- Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée. L'attestation de vigilance doit être fournie une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail,
- Un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,
- Une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité professionnelle.

#### **4.5.2. La confidentialité et sécurité**

##### **4.5.2.1. L'obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ses obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts de celui-ci.

##### **4.5.2.2. Le règlement intérieur de la Caf du Nord**

Le prestataire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur les agences, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur. Il est de la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre peut obtenir la communication de ce règlement sur simple demande.

##### **4.5.2.3. Respect des principes de la République**

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Cette disposition s'applique également pour les co-traitants et les sous-traitants.

## ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de **12 mois à compter de sa notification**.  
Il n'est pas reconductible.

## ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### **6.1 Emission des bons de commande**

Les bons de commande, établis suivants les stipulations contractuelles du présent accord-cadre, interviendront au fur et à mesure de la survenance des besoins de la Caf du Nord.

Ces bons de commande comprendront :

- L'intitulé et le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro de lot correspondant,
- Le numéro du bon de commande,
- Le nom du titulaire,
- Les références, intitulés et quantités de chaque prestation commandée,
- La date, le lieu et l'heure de livraison de la commande ;
- Le coût HT,
- La TVA,
- Le coût TTC.

Conformément aux articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique, « *les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.* »

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

En revanche, l'exécution des bons de commande émis durant la période de validité de l'accord-cadre pourra valablement être réalisée dans un délai de 3 mois au-delà de cette période afin de garantir leur exécution en bonne et due forme. La non-reconduction de l'Accord-cadre n'a aucune incidence sur l'exécution des bons de commande en cours qui doivent être menés jusqu'au terme du marché dans la limite du délai de 3 mois.

### **6.2 Lieux de livraison/d'exécution**

La prestation pourra être livrée/exécutée dans **toute adresse spécifiée** dans le bon de commande, **dans la limite du département du Nord**.

**Le lot applicable sera celui correspondant au site CAF le plus proche.**

Les livraisons s'effectuent suivant le détail du bon de commande.

Lot n°	Intitulé du lot	Sites CAF
1	Café d'accueil- cocktail déjeunatoire- plateau repas SECTEUR MEL	LILLE (SIEGE) 82, rue Brûle Maison 59000 LILLE ANTENNE LILLE FIVES 91, rue Guillaume Werniers 59000 LILLE ROUBAIX 124, Bd Gambetta 59100 ROUBAIX TOURCOING 20, rue des Carliers 59200 TOURCOING ARMENTIERES 8, rue des Nieulles 59280 ARMENTIERES <i>Ou toute autre adresse à proximité.</i>
2	Café d'accueil- cocktail déjeunatoire- plateau repas SECTEUR DUNKERQUE	DUNKERQUE 12, rue de Paris 59140 DUNKERQUE <i>Ou toute autre adresse à proximité.</i>
3	Café d'accueil- cocktail déjeunatoire- - plateau repas SECTEUR VALENCIENNES- MAUBEUGE	VALENCIENNES 29, place de la République 59300 VALENCIENNES ANTENNE DE DENAIN 88, rue du rivage 59220 DENAIN MAUBEUGE 58, bd Pasteur 59600 MAUBEUGE <i>Ou toute autre adresse à proximité.</i>
4	Café d'accueil- cocktail déjeunatoire- - plateau repas SECTEUR DOUAI- CAMBRAI	DOUAI 76, rue Henri Dunant 59500 DOUAI CAMBRAI 10 rue Saint Lazare 59400 CAMBRAI <i>Ou toute autre adresse à proximité.</i>
5	Repas assis SECTEUR MEL	<i>Toute adresse située au sein de la métropole européenne de Lille.</i>

### 6.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux figurant sur chaque bon de commande.

## ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PRIX

### 7.1 Forme des prix

Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires.

Les prix sont définitifs et fermes sur toute la durée du marché



## 7.2 Contenu des prix

Les prix correspondront aux prix présentés par le titulaire, dans son bordereau des prix unitaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

## 7.3 Variation des prix :

Sans objet. **Les prix sont fermes sur toute la durée du marché**

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix. Ce mois est appelé "mois zéro". Pour le présent accord-cadre, **le mois M0 est le mois précédant la remise des offres** comme indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence.

## 7.4 Modalités de règlement

### 7.4.1. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 7.4.2. Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le montant net HT en euros ;
- Le montant TTC en euros ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Conformément aux obligations réglementaires et afin de garantir la bonne réception des factures et un paiement de ses fournisseurs plus rapide, **la Caf du Nord adhère au portail de facturation « CHORUS PRO »**. **Le titulaire du présent accord-cadre dépose et transmet les factures électroniques via ce portail.**

CHORUS PRO est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro Siret pour identifier la Caf du Nord est le suivant : 534 175 179 00074.

En cas de difficultés d'accès à ce portail, vous trouverez un tutoriel sur le site : Fiches pratiques – Communauté Chorus Pro ([chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)).

**Les factures envoyées par courrier ou par mail ne sont plus acceptées.**

#### **7.4.3. Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros

#### **7.4.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **7.4.5. Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à terme échu après exécution du bon de commande.

#### **7.5. Avance**

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-7 à R2191-11 du code de la commande publique pour chaque bon de commande.

Le versement d'une avance est de droit les bons de commande dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Si le montant du bon de commande est inférieur à 50 000 € ht, l'avance ne sera pas accordée.

Pour les bons de commandes supérieure à 50 000 € ht et dont durée d'exécution est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à un montant égal à 5 % du montant TTC du bon de commande. Le taux d'avance passe à 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Pour les bons de commandes supérieure à 50 000 € ht et dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un montant égal à 5% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois. Le taux d'avance passe à 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance, même en cas d'avance obligatoire. Pour le choix de l'avance, le titulaire devra l'indiquer dans l'acte d'engagement.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations.

L'avance sera remboursée en une seule fois quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

L'option retenue du CCAG FCS 2021 est l'option A.

#### **ARTICLE 8 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION**

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS.

#### **ARTICLE 9 : LES PENALITES**

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS : :

- Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, (à voir auprès du service)
- Les pénalités sont dues dès le premier euro. Il n'est pas fait exonération des pénalités quel que soit le montant HT pour l'ensemble du bon de commande objet du retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Exigence contractuelle	Manquement	Pénalité applicable
BPU / bon de commande	Absence ou défaut d'un produit commandé	30 € HT par produit manquant
Offre du titulaire	Non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre	100 € HT par manquement constaté
Bon de commande	Retard de livraison	<p>Lorsque le délai contractuel d'exécution fixé est dépassé <b>par le fait du titulaire</b>, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité <b>égale à 15% du montant total HT du bon de commande</b>, par <b>demi-heure de retard</b>.</p> <p>Dans le cas où le retard mettrait en péril la tenue de l'événement (<b>à compter d'une heure et trente minutes de retard</b>) la CAF du Nord se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité <b>égale à 50% du montant total HT du bon de commande</b>. Le titulaire reste, toutefois, tenu de poursuivre l'exécution de la prestation.</p>

## **ARTICLE 10 – LES PIECES A FOURNIR**

Le titulaire fournit **tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à son terme**, les justificatifs suivants :

1. Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;

2. Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée.

L'attestation de vigilance doit être fournie avec le numéro unique d'identification permettant d'accéder aux informations par le biais d'un système électronique, et une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail ;

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits pour chacun des membres du groupement.

Le candidat dépose ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de produire les documents, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

#### **ARTICLE 11 : LA RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre selon les dispositions du code de la commande publique et selon les dispositions du CCAG-FCS.

#### **ARTICLE 12 : Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen**

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, un accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Les modifications envisagées doivent intervenir dans le respect des conditions précisées dans la partie réglementaire du code de la commande publique à savoir les articles R. 2194-1 à 9.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, l'accord-cadre public peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de fournitures et services.

Clause de réexamen pour modification de sites. Il est possible en cours d'accord-cadre que des sites non prévus soient intégrés dans le périmètre de l'accord-cadre (évolution des patrimoines des Caf). Le titulaire sera dans l'obligation d'intégrer ces sites dans l'accord-cadre et d'y appliquer les conditions tarifaires appliquées à l'accord-cadre. Cette modification sera formalisée par voie d'avenant.

### **ARTICLE 13 : LES LITIGES ET DIFFERENDS**

Le présent accord-cadre est soumis au Droit Français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du CCAG-FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, du présent CCAP, la juridiction compétente est le Tribunal judiciaire de LILLE.